

LE PARTI POPULAIRE EUROPEEN (PPE). BILAN D'UNE LÉGISLATURE (1999-2004)

Centre d'étude de la vie politique

Les cahiers du



**LE PARTI POPULAIRE EUROPEEN (PPE)
BILAN D'UNE LÉGISLATURE (1999-2004)**

David HANLEY

(CARDIFF SCHOOL OF EUROPEAN STUDIES – UNIVERSITY OF CARDIFF)

2004/1

Université libre de Bruxelles

Fort du groupe le plus important du Parlement, qu'il a présidé pendant la première moitié de la législature, le PPE peut avoir le sentiment d'un quinquennat bien réussi.

Cette réussite n'a pas pour autant dissipé la crise d'identité qui touche cette formation et qui a tendance à se manifester dans une divergence – croissante ? – entre groupe parlementaire et parti.

A. *Le travail parlementaire*

Le groupe PPE s'est attaché à la poursuite d'un nombre d'objectifs privilégiés, à savoir : l'élargissement, la Constitution. Le PPE revendique une responsabilité majeure dans la décision de l'UE en 1997 de porter le nombre de pays candidats à dix au lieu des cinq originellement envisagés (EEP-ED, *The Road to an Enlarged Europe, 1993-2003*). O. Karas, trésorier du PPE, n'hésite pas à qualifier sa formation de « parti de l'élargissement ». Confiant que l'élargissement puisse aller de pair avec l'approfondissement, le parti a donc bien investi dans la recherche de partis idoines dans les pays candidats (voir infra), fidèle à sa stratégie de domination du Parlement Européen (PE) en tant que la force politique la plus importante. C'est dans cette perspective également que le parti a prôné une autre idée qui a fini par être acceptée, à savoir l'admission de représentants des parlements nationaux des pays candidats en tant qu'observateurs au PE. 69 de ceux-ci sur 162 ont rejoint les rangs du PPE. Aussi le PPE voit-il la récompense de l'effort d'investissement (politique) qu'il a consenti envers les nouveaux pays : il est déjà à même d'habituer les députés des nouveaux partis membres à la vie du groupe, bien avant qu'ils n'en fassent officiellement partie ; le PPE comptant bien demeurer le premier parti entre 2004 et 2009. D'où son insistance pour que le Conseil, européen tienne compte du résultat des élections dans sa proposition de président de la nouvelle Commission. Avec la nomination de José Manuel Durao Barroso, le PPE a atteint son objectif.

En même temps, suite au blocus institutionnel intervenu à Nice, le PPE s'est beaucoup mobilisé derrière l'idée d'une Convention, présentée comme instrument de rechange à la CIG classique. Cette initiative correspond bien à l'idéologie du PPE, qui souligne l'importance d'engager les acteurs des différents niveaux de gouvernance ainsi que la société civile, autant que les exécutifs. Le parti a fait accepter cette idée et a obtenu en outre que la Convention soit présidée par l'un des siens, V. Giscard d'Estaing. A telle enseigne que le parti envisage désormais la

Convention comme moyen normal d'aborder le changement institutionnel, reléguant la CIG dans les poubelles de l'Histoire. Cette forme de négociation paraît, par ailleurs, particulièrement adaptée aux capacités d'un parti transnational (PT), dont la fonction de co-ordination entre responsables nationaux semble prendre une importance accrue. Pendant les sessions de la Convention, les fonctionnaires du PPE ont organisé plus de 70 réunions de coordination. Ce travail intensif, à court terme, semble avoir été bien assuré par le parti, ce qui ne peut que le renforcer face au groupe.

Globalement, le PPE était content du projet de Constitution, même s'il regrettait l'absence dans le préambule d'une mention spécifique à la contribution du christianisme à l'héritage européen. Le PPE fut bien sûr amèrement déçu par l'incapacité des gouvernements, en décembre 2003, de s'accorder sur le projet de Constitution. En revanche, l'accord intervenu en juin 2004 a été accueilli positivement.

Comme les autres partis, le PPE était associé à l'aboutissement du statut des partis (pour autant que celui-ci résiste au défi juridique posé de J P Bonde). Selon l'article originel (art. 191 du TUE) les PT étaient censés aider le développement de l'intégration européenne. Si on peut dire que la presque totalité des groupes ont activement appuyé le développement d'un statut, le rapport de la députée PPE Schleicher a été crucial dans la préparation d'une proposition de loi qui a finalement reçu l'aval du Conseil européen et de la Commission. On le sait, si les nouveaux règlements accordent une certaine autonomie aux partis par rapport aux groupes, les PT ne sont pour autant nullement maîtres du jeu. D'abord, tout PT doit trouver les premiers 25% de la somme qu'il peut toucher du budget communautaire ; pour cela, il dépendra logiquement des partis nationaux qui constituent les membres du PT. En second lieu, les montants sont votés, annuellement, par le parlement, soit par les groupes. La Commission n'a pas voulu s'engager dans une opération qui relève si évidemment de la logique partisane. Or ces derniers peuvent être à leur tour lourdement influencés par les partis nationaux. Un effet du statut est donc de confirmer le pouvoir des partis nationaux sur les PT. Selon nos informations, c'est surtout K. Welle, à l'époque Secrétaire général du groupe, qui a amené le PPE à endosser cette mesure. Ainsi, paradoxalement, un parti intégrationniste a cautionné une mesure qui favorise apparemment l'intégration mais qui, en réalité, est profondément intergouvernementaliste.

B. Les alliances stratégiques

Les travaux de S. Hix et de son European Parliament Research Group ont bien établi les tendances de fond pour le vote des groupes

parlementaires (Hix, Noury et Roland, *A Normal Parliament? Party Cohesion and Competition in the EP, 1979-2002*, EPRG Working Group Paper 9, mars 2002). Utilisant une approche de « longue durée » pour étudier la période de 1979 à 2001, ces travaux démontrent la persistance de certains comportements. Généralement, la cohésion interne des groupes s'est accrue (fût-ce avec certaines variations ponctuelles pour tel ou tel groupe), alors qu'en même temps la cohésion d'ensemble du PE a diminué (En d'autres termes, il y a moins de votes unanimes ou quasi-unanimes). Ce qui veut dire que les facteurs idéologiques – qui forment la base de la compétition partisane – ont fini par s'affirmer ; les groupes obéissent surtout à leurs impératifs idéologiques, et cela s'exprime sous la forme d'une concurrence droite/gauche somme toute assez classique.

Cela n'est pas sans conséquence pour la formation de coalitions (vocabulaire qui peut paraître un peu trompeur, dans la mesure où il ne s'agit point bien sûr de pactes durables pour soutenir une majorité gouvernementale, mais d'alliances ponctuelles sur tel ou tel vote). Étant donné que les pesanteurs idéologiques font que les partis votent plus souvent avec ceux qui leur sont voisins qu'avec ceux qui se situent à l'autre versant de la ligne droite/gauche (les Verts avec la GUE ou le PSE, les libéraux avec PSE plutôt qu'avec PPE), on assiste à un déclin – relatif – de cet axe PPE/PSE qu'on a pu décrire comme un duopole ou une cogestion du PE. Hix et al montrent en effet que c'est surtout dans les années 1989-94 que ce duopole a fonctionné à plein – précisément au moment où le PE s'efforçait de s'arroger plus de pouvoir. À cette époque, on connaissait des taux de convergence entre PPE et PSE supérieurs à 70%, et le PPE votait davantage avec les PSE qu'avec l'ELDR. Depuis (soit sur les dix dernières années), le taux de convergence a diminué, bien qu'il reste important, surtout quand il s'agit de répondre de la façon la plus unie possible à une initiative de la Commission ou du Conseil. Aussi le PSE est-il maintenant plus susceptible de voter avec les libéraux (alliance des *gauches*) qu'avec le PPE. Pourtant il vote plus souvent avec ce dernier qu'avec la gauche « dure » de la GUE. Pour sa part, l'ELDR a tendance à voter plus souvent avec le PSE qu'avec le PPE (bien qu'il continue à voter quand même avec ce dernier dans 71% des votes). Bref, la divergence droite/gauche se manifeste un peu plus, même si un accord sur le fond (faire valoir le poids du PE) persiste.

Une autre conclusion de Hix est très intéressante pour le PPE ; il semble que le facteur de déséquilibre le plus important à l'intérieur d'un groupe n'est pas l'idéologie mais le fait national. Cela s'applique particulièrement au PPE, en raison de l'action des Tories britanniques. On peut relever nombre de votes où ceux-ci (et quelques alliés des petits partis qui font avec les Tories le pôle DE – Démocrates européens – du groupe) votent contre le reste du groupe. Dans presque tous les cas, il s'agit de questions d'intégration, car comme l'a remarqué J. Evans, chef de la faction Tory, ses troupes votent avec le groupe sur tout le reste

(questions socio-économiques). En fait, nous voyons ici la coïncidence de deux oppositions : celle qui distingue les intégrationnistes des souverainistes correspond à une distinction entre Britanniques et continentaux. On pourrait dire que cette dernière opposition concrétise la première, plus abstraite. Cette situation à l'intérieur du groupe n'est guère satisfaisante et laisse planer quelques doutes quant à son avenir (voir infra). Jusqu'à quel point – et sur quels problèmes – peut-on tolérer la divergence au sein d'un groupe ou d'un parti ?

C. Organisation et expansion

Le poids des Allemands et des Espagnols dans le nouveau groupe parlementaire imposait une redistribution des responsabilités. Le parti rue d'Arlon est passé sous le contrôle du PP, d'abord sous A. Agag, ensuite sous A. Lopez Isturiz. En revanche, la CDU a conservé le secrétariat du groupe avec K. Welle, avant que celui-ci ne prenne le Secrétariat général du PE. Il se fit remplacer par le Danois N. Pedersen, membre d'un très petit parti, donc peu susceptible de velléités d'autonomie par rapport à la CDU.

Ces démarches nous renseignent sur la pensée de certains protagonistes. Evidemment pour la CDU, le groupe comptait le plus. Le parti pouvait en revanche être mis sous une autre tutelle, même si les Espagnols étaient flanqués d'un secrétaire adjoint CDU.

Cette hégémonie de la CDU sur le plan de l'organisation se voit aussi dans la poursuite de la stratégie d'expansion du PPE. On sait l'influence qu'ont eue les Allemands dans l'adoption de cette stratégie d'agrandissement, sans égard à la qualité démocrate chrétienne des nouveaux venus¹. Aussi, durant la législature, arrivent de nombreux partis, venus des pays candidats et parfois de candidats futurs (bien lointains dans certains cas). Le PPE les accepte en qualité de membres associés :

2000

Tautas Partija – Lettonie

SMK-MKP – Slovaquie

US- Rep. tchèque

Fidesz, MPP- Hongrie

FKGP- Hongrie (exclu depuis)

2001

MDF- Hongrie

2002

EVP- Suisse

¹ Voir les travaux de T. Jansen et K. M. Johansson.

KDH- Slovaquie
SDKU- Slovaquie (observateur)

En 2001 deviennent membres à part entière le RPR français (UMP depuis 2002) et les UD-Eur italiens.

En mars 2004, le PPE comptait donc 23 membres à part entière, 13 observateurs et 35 associés (y compris quelques organisations satellites, telles les Femmes ou les Jeunesses PPE (*EPP Party Database*, mars 2004). Parmi les partis des nouveaux pays, le pluralisme persiste, le PPE n'ayant pas encore réussi à opérer cette décantation entre prétendants rivaux à l'étiquette démocrate chrétienne qui persistent dans les PECO. On dénombre donc 3 partis croates, 3 slovaques, 3 polonais, 2 lituaniens, 2 slovènes et 3 serbes. Or, peu de ces partis semblent relever du clivage centre/périphérie, comme cela se passe dans certains pays à représentation multiple. Leur nombre semble donc pléthorique, traduisant le fait que ces pays sont toujours à une étape précoce du développement d'un système partisan. On peut s'attendre donc à ce que l'expérience de la vie au PE et ailleurs amène certains partis à fusionner. Cela dit, le champion de la pluralité reste l'Italie, avec quatre prétendants au label démocrate chrétien et un parti périphérique.

En sus de l'expansion de ses effectifs, certaines innovations sont à remarquer sur le plan institutionnel au sein du groupe. Le PPE a réuni à deux reprises les présidents des groupes parlementaires nationaux de ses partis membres, renforçant ainsi les liens entre le PE et les parlements nationaux. Cette instance semble vouée à perdurer. Le parti s'est aussi doté d'une boîte à penser l'EIN (*European Ideas Network*), sous la direction du conservateur J. Elles, dont les fonctions semblent être celles de production idéologique et de formation de cadres. Reste à savoir quel sera le poids dans le parti de cet organisme, dont on peut déjà remarquer qu'il semble plus proche du pôle DE que de celui du PPE.

Une dernière évolution sur le plan de l'organisation concerne le transfert des bureaux de l'UDE depuis Vienne jusqu'à la rue d'Arlon, concrétisant un rapprochement idéologique déjà amplement commenté.

D. Les tensions dans le groupe

Celles-ci existent, il est vrai, depuis le début des années 1990, avec l'accueil du PP espagnol et des Tories britanniques, suivis par Forza Italia et les conservateurs autrichiens et scandinaves lors du 4^e élargissement. La controverse entre les « purs et durs » et les partisans de l'expansion, emmenés par les Allemands, est de notoriété commune. Les nouveaux venus posent cependant des problèmes d'un ordre différent selon le cas.

S'il est vrai que les scandinaves n'appartiennent nullement à la tradition démocrate chrétienne (puisque le clivage Eglise/Etat fut résolu tôt et de façon décisive), ils possèdent, de l'avis général, un réalisme politique et un sens du social qui les rapprochent à certains égards des démocrates chrétiens classiques. W Martens l'a bien souligné (*European Voice*, 11-17 mars 2004). Les Espagnols se sont révélés plus difficiles à absorber, compte tenu de la controverse initiale sur leurs origines, mais ils n'étaient pas au pouvoir à l'époque et s'accommodaient plus facilement du discours fédéraliste du PPE. Ce n'est qu'avec le forcing nationaliste du second mandat d'Aznar qu'ils posent problème. FI, qui ne regroupe que quelques bribes de l'ancienne DC, vote en général correctement.

Les cas difficiles restent donc les autrichiens et les Tories. En ce qui concerne les premiers, membres après tout de la famille démocrate chrétienne de par leurs origines, ils sont devenus un sujet de controverse à partir de 2000 en raison de la situation intérieure autrichienne (le cas Haider). La situation la plus complexe a toujours concerné les Tories (jamais membre du parti, ne l'oublions pas), à cause de leur refus du projet fédéral, qui s'est accentué au cours des années sous le leadership successif de Major, Hague et Duncan Smith. Nous examinerons ces deux cas séparément.

L'alliance conclue par W. Schüssel avec le FPÖ de Haider pour former une majorité gouvernementale en 1999, y compris la présence de ministres FPÖ, déclenche le tollé au sein du PPE et son groupe. Cette opposition recouvre celle déjà existante entre réalistes et purs. D'un côté, les réalistes approuvent la tactique de Schüssel (j'embrasse mon rival pour mieux l'étouffer). De l'autre, les démocrates chrétiens purs trouvent immorale et contraire aux principes du mouvement la collaboration avec des extrémistes. Certains partis et députés exigent l'exclusion de l'ÖVP du parti (l'UDF, J. Cushman du Fine Gael). Comme on le sait, le PPE résoudra le problème en instituant une commission d'enquête présidée par W. van Velzen, qui approuvera la démarche de Schüssel, essentiellement parce qu'il garantit que rien ne sera fait pour empêcher l'élargissement en cours. Ce jugement sera critiqué en particulier par les Belges (J. Milquet notamment), mais nombre d'Italiens, d'Irlandais et de Français s'associent à ces critiques, incarnant dans une certaine mesure la permanence du vieux noyau démocrate chrétien de l'Europe (« la petite Europe vaticane »)². Cette opposition essaiera de se donner une structure sous la forme du groupe d'Athènes, bientôt devenu groupe Schuman. Mais ses adhérents n'ont jamais voulu jouer à plein la carte factionnelle. Leur organisation s'est donc limitée aux réunions, à la publication de papiers et

² On peut dire que la controverse diminue beaucoup suite à la réussite apparente de la tactique de Schüssel, dès lors que le FPÖ est passé de 26,9% (52 sièges) à 10% (18 sièges) lors des élections législatives de 2002, tout en continuant d'être au gouvernement.

parfois de recommandations de vote ³. Le groupe Schuman, fédéraliste et partisan d'une politique sociale généreuse, se voyait bien comme l'héritier de la tradition démocrate chrétienne. Il rayonnait au-delà de l'Europe des six, incluant même quelques Tories de gauche (*rarae aves*). Selon nombre de ses membres pourtant, ce groupe ne sert plus à grand-chose. Il a été finalement incapable d'arrêter la marche du PPE vers l'intergouvernementalisme, le marché et la concurrence libérale ou d'empêcher la dilution de son identité.

Ces évolutions vont en parallèle avec un esprit de plus en plus offensif manifesté par les Tories. L'amplification des effectifs du groupe après 1999 et la présence plus nombreuse d'euroseptiques agressifs (D. Hannan, R. Helmer) rend plus visible la tension entre cette aile DE et la plupart du PPE, pour qui l'intégration reste, fût-ce de façon différentielle, un travail non accompli. Les votes divergents sur des questions d'intégration se multiplieront, culminant dans un échange très désagréable fin novembre 2003, où un député tory accuse le PPE d'utiliser les DE simplement pour assurer le financement du groupe, sans prendre en compte leurs idées euroseptiques. En revanche un député CDA l'invite à quitter le groupe ⁴. Cet épisode mènera à une discussion entre les Tories et le PPE qui aboutira à un nouvel accord (voir infra).

Ce qui frappe dans ces conflits, c'est la volonté du *leadership* du groupe de garder l'unité aussi large que possible et de poursuivre l'objectif de l'élargissement. La connivence avec l'extrémisme n'est certes pas un prétexte à l'exclusion. Le refus du fédéralisme paraît un délit plus sérieux que la connivence avec les extrêmes et explique sans doute la non-présence des Tories dans le parti PPE. Mais la direction du groupe est même prête à aller assez loin dans la conciliation d'un parti qui craint de moins en moins d'afficher un eurosepticisme militant. Seul compte le nombre.

E. Le pacte avec les conservateurs

Le leadership d'I. Duncan Smith avait vu les rapports entre PPE et Tories dégénérer au point que ces derniers recherchaient activement une sortie du groupe parlementaire ; le nom de la nouvelle formation parlementaire était déjà choisi. M Howard, qui a pris la place de Duncan Smith à l'occasion d'un putsch parlementaire suite aux carences manifestes de celui-ci, voit cependant les rapports politiques sous un jour

³ Entretiens avec députés PPE, novembre 2003.

⁴ Information fournie par députés PPE, novembre 2003.

bien plus pragmatique, à la différence du fervent nationaliste/atlantiste qu'était « IDS ». Il recherchera donc un compromis, qui a vu le jour dans le courant de mars 2004, en amont des élections de juin. Force est de dire que dans les pourparlers, H -G. Pöttering s'est montré généreux, peut-être trop.

Désormais, la fraction DE du groupe PPE-DE aura le droit de promouvoir ses propres idées sur l'Europe, bref de prêcher ouvertement l'eurosepticisme, mais depuis l'intérieur du groupe même. En deuxième lieu, tout parti adhérant désormais au groupe pourra adhérer soit au groupe PPE comme tel ou simplement à la fraction DE. Un troisième cadeau consiste en un accroissement des moyens financiers ainsi que du personnel de la fraction DE. En outre, la présidence du groupe comprendra obligatoirement un vice-président représentant les DE. On comprend donc la tonalité triomphaliste du chef de la délégation britannique, J. Evans et de son chef, Howard pour qui : « les conservateurs britanniques s'engagent dans une Europe élargie, flexible, compétitive et ouverte vers l'extérieur. Nous nous opposons aux projets d'intégration approfondis tels qu'ils figurent dans le projet de constitution. Désormais nous sommes libres de prôner ces idées au sein du groupe PPE-DE ».

Tout se passe comme si H G Pöttering a accueilli un cheval de Troie dans les rangs du PPE. De trublions périphériques, dont la légitimité était toujours discutable (mais dont les effectifs comptaient pour le financement, la répartition du personnel, etc.), les Tories sont passés au centre de la scène. Ils ont le droit de prêcher un eurosepticisme ouvert depuis l'intérieur du groupe, de recruter sous leur propre chef et de disposer de moyens accrus pour le faire. Leur stratégie est conçue précisément en vue des nouveaux entrants (les Tories n'en font pas mystère). On tablait notamment sur un noyau d'euroseptiques en provenance des pays d'Europe centrale et orientale (l'ODS tchèque, par exemple ⁵. De fait, le parti a décroché neuf sièges le 13 juin 2004) mais aussi certains partis comme Forza Italia peuvent s'associer de façon plus marquée que par le passé. Ils constitueront une force incontournable au sein du groupe. Dans leur perspective, c'est peut-être déjà le commencement de ce renversement de tendance qu'ils croyaient pouvoir faire quand, en 1992 sous la houlette de C. Patten, ils prirent le premier contrat avec le PPE. Dans une Europe vouée sans doute dans l'immédiat à une période d'intergouvernementalisme, ils ont le sentiment d'avoir le

⁵ Hormis ses dimensions euroseptiques, l'ODS pose un autre problème notamment pour les partis allemands. Ce parti refuse d'abroger les décrets Benes de 1947, autorisant la saisie de propriétés appartenant aux Sudètes expulsés. Le député CSU Markus Ferber, chef de la délégation CSU, a déclaré que son parti s'opposera à l'admission de l'ODS dans le groupe PPE-DE (communiqué de la délégation CDU/CSU 16 mars 2004). Cet avis a été outrepassé, car l'ODS fait désormais bel et bien partie du groupe PPE-DE.

vent en poupe et de pouvoir convertir le PPE en un banal parti de centre droit, vidé de ses lubies fédéralistes.

Si ce scénario progresse, il ne peut qu'accentuer la décantation du PPE, que certains appellent de leurs vœux (notamment au PSE⁶). Le départ de l'UDF de Bayrou, et des amis de R. Prodi s'est opéré. Mais les Belges francophones et le Fine Gael sont restés.

Il faut donc se demander si ce prix vaut bien la peine. On a un groupe un peu décanté, légèrement purgé avec une identité plus eurocritique (mais loin d'être homogène – le CDA ne se rangera pas aisément dans ce moule), capable d'attirer quelques nouveaux venus, mais ayant perdu quelques éléments vitaux⁷.

On a parlé jusqu'ici du groupe. Les conséquences pour le parti PPE sont autres. Ce n'est pas un hasard si W Martens a ressenti le besoin de faire un distinguo brusque entre ces deux entités (*European Voice* 11-17 March 2004). Dans une déclaration courtoise mais sans ambiguïté, il rappelait que « le PPE agit comme parti autonome et non comme simple prolongation du groupe parlementaire », rappelant au passage les trois piliers de l'idéologie du PPE, à savoir le personnalisme chrétien, l'économie sociale de marché et l'intégration européenne conduisant à une Europe fédérale et décentralisée. Tout parti membre du PPE accepte ces positions. Les Tories et leurs amis DE sont simplement décrits comme des « alliés parlementaires », et Martens suggère que leur velléité d'indépendance sur les questions d'intégration devrait plutôt inciter les véritables membres du PPE à redoubler leur ardeur fédéraliste. Cette façon ultra-polie de congédier les compromis de Pöttering atteste du fossé qui sépare les conceptions des deux hommes et des deux institutions, « groupe » et « parti ». Mais, jusqu'ici c'est toujours le groupe qui a primé...

F. *Au-delà du PPE*

⁶ Entretiens avec A. Beumer, Secrétaire général du PSE, novembre-décembre 2003.

⁷ Les changements proposés par Pöttering finissent par être votés fin mars par le groupe, mais avec une faible participation. Selon une source, la responsable UMP aurait négligé d'informer ses collègues de l'heure exacte du vote, craignant sans doute d'être gênée par un vote largement négatif. Les opposants principaux (Bodrato, Ferrer, Bourlanges et les Belges Hansenne, Deprez et Smet) ont souligné qu'au moment du vote, on ne savait pas exactement quelles concessions avaient été accordées aux Britanniques. Selon eux, la nouvelle réglementation, en créant « une nouvelle catégorie de membre » (eurosceptique) est en contradiction fondamentale avec l'engagement du groupe en faveur d'une Europe fédérale. Ils refusent que le statut de dérogation soit l'apanage exclusif des eurosceptiques et déplorent la nouvelle façon de préparer le travail du groupe dans le bureau, ce qu'ils traitent de « nationalisation rampante du travail du groupe ». *Agence Europe*, 5 avril 2004.

Les conséquences du compromis Pöttering risquent d'être significatives pour les forces extérieures au PPE, qu'il s'agisse des groupes ou des PT. La situation était d'ailleurs tellement fluide que nombre d'hypothèses étaient envisageables.

Une possibilité était que les dissidents du PPE rejoignent le groupe des libéraux, où certains ont débuté (J.L. Bourlanges, par exemple). Cette solution était envisageable sur des bases fédéralistes, même si des divergences risquaient de surgir sur des questions éthiques ou libertaires (biomédecine, politique familiale). Un tel rapprochement pouvait avoir, en outre, un effet dynamisateur sur certains partis régionalistes, attirés eux aussi par une pensée fédéraliste axée sur « l'Europe des régions ». On aurait eu un rassemblement un peu hétéroclite, regroupant des forces venues de trois grands clivages (Eglise/Etat, centre/périphérie, intégration/souverainisme) [*European Voice*, 11-17 mars 2004].

Un pari plus audacieux était que les dissidents PPE ne s'allient pas simplement au ELDR dans un groupe parlementaire, mais qu'ils forment un nouveau PT, explicitement fédéraliste et démocrate chrétien, où se revendiquant de façon visible du legs démocrate chrétien (comme Bayrou ou le CdH ont essayé de faire)⁸. Ce scénario aurait ouvert une guerre civile avec le PPE pour s'approprier le label démocrate chrétien, qui est de toute façon une valeur en baisse.

La question était de savoir si Bayrou et Prodi étaient prêts à payer ce prix lourd. Il ne faut pas oublier que des calculs de politique *nationale* entraient dans ces manoeuvres. Ce qui importait à Bayrou comme à Prodi, c'était d'affirmer leur existence comme acteurs sur la scène politique nationale. Bayrou doit prouver qu'il existe indépendamment de l'UMP, et Prodi doit s'imposer comme l'alternative à Berlusconi. Pour ce faire, une haute visibilité à l'échelle européenne peut être un excellent instrument. Ils pourraient donc être prêts à aller assez loin dans leur contestation des équilibres existants au PE.

Si le rapprochement démocrates chrétiens-libéraux-régionalistes s'opérait au simple niveau du groupe, les effets se feraient ressentir sur la cohésion du parti ALE et surtout sur le groupe Verts/ALE, d'autant que les verts étaient appelés à souffrir de l'élargissement et de ce fait pouvaient être des partenaires moins intéressants.

Un autre groupe/parti susceptible de pâtir d'une scission du PPE était l'UNE. Constitué essentiellement de souverainistes, sur le socle historique du Fianna Fail et du gaullisme (réduit aux *pasquaiëns* dans la législature 1999-2004), ce groupe s'était adjoint sans problèmes l'AN de

⁸ Voir *La Croix* 4 mars 2004. Selon I. Mendes de Vigo (EV, 26 février-3 mars 2004) une telle formation serait très démocrate chrétienne et très marginale.

G. Fini, pour reconduire un groupement relativement cohérent basé sur la résistance à l'approfondissement de l'intégration, la défense des valeurs morales conservatrices et du monde rural. Ce groupement était d'ailleurs en train de se convertir en parti à part entière (Alliance pour l'Europe des Nations). Or, l'existence d'un quasi-groupe DE risquait d'attirer certains partis membres de l'UEN. Le parti de Fini aurait bien pu se rapprocher du PPE, d'une façon ou d'une autre. Dès lors, le départ d'une des pièces maîtresses de l'UNE risquait de mettre en doute l'avenir de cette formation, même si elle escomptait faire des adeptes parmi les nouveaux venus⁹ (interview de W. F Barrett).

Autant dire que les perturbations au sein du PPE avaient des répercussions bien au-delà de cette formation, ce qui pouvait aboutir à une large reconfiguration du système partisan des PT.

En définitive, les lendemains du scrutin de juin 2004 ont conduit à la formation d'un « nouveau » groupe parlementaire : Le Groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe le 14 juillet 2004, dont font désormais parties les députés européens de l'UDF et tous les députés de la Margherita italienne. Il n'y a donc pas eu un bouleversement aussi profond que certains ne l'entrevoient. A ce stade à tout le moins.

G. Le manifeste 2004 et les priorités pour la prochaine législature

Le manifeste succinct adopté par le PPE lors de son congrès de février 2004 n'apporte que très peu de nouveautés tant il est vrai que les changements idéologiques majeurs semblent avoir largement été opérés lors de la consultation précédente¹⁰. Sans doute le discours de J.-M. Aznar, qui occupait une position d'honneur dans l'agenda du congrès peu avant sa chute dramatique, disait-il tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas. Mais ce plaidoyer combatif pour une Europe libre-échangiste, concurrentielle, intergouvernementaliste et totalement en phase avec la politique américaine actuelle n'est pas reproduit directement dans le manifeste (EPP, *EPP – Your Majority in Europe*, Electoral Manifesto approved by EPP Congress, 4-5 February 2004).

⁹ F. Barrett, Secrétaire général du groupe, reste très optimiste quant à la possibilité de recrutement dans les nouveaux pays, même si l'AEN a très peu fait dans ce domaine pour l'instant, par rapport aux grandes formations du PE. Entretien novembre 2003.

¹⁰ On remarquera cependant la proposition d'exclure du PE tout ancien communiste ayant occupé une place dans l'appareil, même s'il est démocratiquement élu. Faut-il voir dans ce parti pris assez peu réaliste un geste envers les nouveaux partis des PECO davantage qu'une proposition politique sérieuse?

A la différence de ses statuts par exemple, le PPE ne cite pas une seule fois le mot personnalisme ni celui de démocratie chrétienne, pourtant les clés de voûte de sa philosophie. On apprend que si les partis du PPE ont été influencés par le christianisme ils l'ont été autant par les Lumières. On souligne par ailleurs l'étroite parenté entre ces valeurs européennes et celles de l'Amérique, ce qui ne figurait pas dans les manifestes précédents. Si le PPE admet que tous ses membres sont pour l'intégration accrue, il souligne quand même la notion de diversité nationale et le principe de subsidiarité, façon de rassurer les euro-tièdes. Et si le manifeste préconise une PESG et une PEDG, il souligne la nécessité de les développer en co-opération étroite avec l'OTAN. Ce texte essaie donc de ménager la chèvre et le chou, reflétant ainsi la nature de plus en plus hétéroclite du PPE. Les conservateurs laïcs doivent faire leur lit avec les démocrates chrétiens, les européens avec atlantistes.

La liste des priorités pour 2004-09 suit la même logique, encore qu'on ne saurait attacher trop d'importance à ce catalogue de bonnes intentions (Groupe PPE-DE, *Priorités du groupe PPE-DE pour 2004-09*, version révisée du 15 septembre 2003). Mais il est par exemple significatif que, si le parti se dit prêt à pousser au développement d'une diplomatie européenne avec ses propres ressources, les liens atlantistes restent très présents. Aussi le PPE insiste-t-il sur le lien entre le marché transatlantique qu'il appelle de ses vœux et un renforcement du partenariat militaire entre les Etats-Unis et l'Europe. Le PPE poursuivra donc son chemin de parti de centre-droit, atlantiste dérivant un peu plus vers le libéralisme de marché et un intergouvernementalisme de raison sinon de coeur.